

08.06.2009 - 10:15 Uhr

eonomiesuisse - Des programmes conjoncturels se chiffrant en milliards menacent l'attrait de la place économique

Zürich (ots) -

Un éventuel troisième programme conjoncturel doit avoir pour ambition une politique financière et de croissance durable

Des mesures de politique financière et fiscale supplémentaires n'auraient que des effets peu concluants sur la conjoncture en Suisse. La politique monétaire et les stabilisateurs économiques sont plus efficaces, ainsi que le montrent les conclusions d'une étude d'eonomiesuisse. Un troisième programme conjoncturel expansif aurait principalement pour effet d'accroître l'endettement et donc de nuire à l'attrait de la place économique suisse. eonomiesuisse s'engage pour une politique de croissance durable et combat des dépenses supplémentaires aux résultats discutables. Il importe d'éviter avant tout les effets pro-cycliques des augmentations d'impôts et de taxes.

La Suisse traverse sa crise économique la plus profonde depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le nombre de chômeurs continuera d'augmenter. Les pressions politiques en vue de déclencher des interventions étatiques se fait forte. Comme l'a expliqué Gerold Bühler lors de la conférence, il est juste d'atténuer cette récession majeure par des mesures axées sur le marché du travail et de renoncer à des hausses d'impôts qui auraient un effet pro-cyclique. Le président de l'organisation faîtière de l'économie suisse indique également que « la solidité financière et l'attrait fiscal sont particulièrement importants dans le cas de la Suisse. [...] Des programmes conjoncturels trop généreux, qui mettent durablement en danger l'équilibre des finances, entraveraient considérablement les perspectives de croissance et d'emploi. »

Pour Pascal Gentinetta, directeur d'eonomiesuisse, l'augmentation incontrôlée et non limitée dans le temps des dépenses de l'État et des prestations sociales, de même que le maintien de structures, ne constituent pas des projets d'avenir. Nous devons en priorité renforcer notre compétitivité de manière ciblée à long terme. D'après M. Gentinetta, « il s'agit de faire avancer les réformes prévues. De plus, nous devons continuer d'améliorer l'accès de nos entreprises aux marchés étrangers importants ». C'est ainsi que notre pays sera prêt à saisir les opportunités qui se présenteront à la reprise.

Christoph Schaltegger, responsable Finances et fiscalité d'eonomiesuisse, a expliqué qu'il était justifié de faire appel à la politique financière à titre subsidiaire, mais que le cadre du frein à l'endettement devait être respecté. L'expérience a montré toutefois que l'incidence des mesures conjoncturelles était limitée en Suisse. Cela s'explique par le degré d'ouverture économique et le taux d'épargne élevé dans notre pays. Une politique monétaire adaptée et des stabilisateurs économiques forts sont plus efficaces. De plus, les vastes programmes de dépenses comportent des dangers. « Il ne faut pas négliger les risques que posent ces programmes en matière d'endettement, de réduction de la marge de manoeuvre budgétaire, de risques de hausses d'impôts ou de programmes d'économies, ainsi que

de croissance constante des dépenses », ajoute M. Schaltegger.
D'éventuelles mesures doivent être responsables sur le plan de la politique financière. Afin d'éviter d'alourdir les charges de l'économie, il convient, selon lui, d'éviter des augmentations d'impôts et de taxes, ou du moins de retarder leur entrée en vigueur.

Contact:

Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002808/100584723> abgerufen werden.